

**Lettre ouverte du
Comité Régional FCPE Occitanie
À Monsieur Édouard GEFFRAY
Ministre de l'Éducation Nationale**

Monsieur le Ministre,

Le 12 février dernier, vous avez choisi de vous adresser directement aux parents d'élèves pour évoquer la violence, le harcèlement et la nécessité d'un sursaut collectif autour de l'École. Nous avons pris connaissance avec attention de votre courrier.

Nos neuf Conseils départementaux FCPE, réunis au sein du Comité Régional FCPE Occitanie, représentant les familles de notre Région, souhaitent vous répondre collectivement.

Nous partageons pleinement votre exigence : l'École doit être un lieu où chaque enfant grandit et apprend en paix. La banalisation de la violence, sous toutes ses formes, est inacceptable. Les parents ont un rôle essentiel à jouer, et nous l'assumons. La coéducation, valeur fondatrice de notre fédération, est une responsabilité partagée.

Nous partageons également votre reconnaissance envers les personnels. Dans nos départements, nous constatons chaque jour leur engagement. Enseignants, chefs d'établissement, CPE, AESH, infirmiers, psychologues, assistants sociaux, personnels administratifs : tous tiennent l'institution avec un professionnalisme et une implication remarquable.

Votre courrier appelle les parents à s'engager davantage. Nous entendons cette invitation comme la reconnaissance du rôle essentiel des familles dans la communauté éducative. Toutefois, cette interpellation suscite également une interrogation légitime : quelle place réelle est aujourd'hui donnée aux parents dans la construction des réponses aux difficultés que traverse l'École ?

Dans nos territoires, les parents élus et les conseils locaux sont déjà fortement investis : participation aux conseils d'école et d'administration, commissions éducatives, conseils de discipline, instances diverses, rencontres régulières avec les équipes et les collectivités.

De même diverses actions concrètes sont organisées par la FCPE, cafés des parents, forum sur la santé mentale, groupes de parole, et nous pourrions citer encore moultes exemples. Cet engagement est constant. Il ne saurait cependant compenser les difficultés structurelles auxquelles les établissements sont confrontés.

Mais cet engagement se déploie dans un contexte de moyens de plus en plus contraints. La lutte contre la violence et le harcèlement suppose du temps, de la présence adulte, des effectifs adaptés, des équipes pluridisciplinaires renforcées et une stabilité des organisations.

Or, dans de nombreux établissements d'Occitanie, les familles constatent :

- des classes chargées ;
- des absences non remplacées ;
- des accompagnements spécialisés fragilisés ou inexistantes ;
- des suppressions de postes de personnel médico-social dans les établissements ;
- des suppressions de postes dans le premier degré ;
- des baisses de dotations horaires globales limitant les dispositifs pédagogiques.

Ces situations ne sont pas abstraites : elles influencent directement le climat scolaire, la prévention des conflits et la capacité des équipes à agir.

Nous partageons votre attachement à l'autorité de l'École et au respect dû à ses personnels. Mais cette autorité ne peut s'exercer pleinement si les décisions de carte scolaire affaiblissent les équipes et les territoires : fermetures de classes en milieu rural, suppressions de postes dans des établissements socialement fragiles, regroupements imposés.

Par ailleurs, les baisses de dotations horaires globales dans plusieurs collèges et lycées d'Occitanie limitent les marges pédagogiques et les dispositifs d'accompagnement. Or, prévenir la violence, renforcer l'esprit critique et permettre à chaque élève de progresser supposent des moyens humains et horaires suffisants.

Nous pensons également que la baisse démographique, souvent invoquée pour justifier des ajustements, pourrait constituer une opportunité : celle d'améliorer les conditions d'apprentissage à moyens constants, de réduire les effectifs par classe, de renforcer l'encadrement et de consolider l'inclusion. La FCPE Occitanie défend cette vision d'un service public renforcé plutôt que contracté.

Les parents d'élèves d'Occitanie sont généralement mobilisés. Ils parlent avec leurs enfants, s'engagent dans les établissements, soutiennent les équipes. Mais le sursaut collectif que vousappelez de vos vœux ne pourra être pleinement efficace que si les moyens alloués à l'école publique sont en cohérence avec les ambitions affichées.

Nous appelons résolument à la congruence entre le discours politique et la mise en œuvre concrète de moyens car le décalage constant entre les dires et le faire est un ferment puissant de la violence latente qui secoue l'École publique, et notre société dans son ensemble.

Nous restons disponibles pour poursuivre cet échange au service d'une École protectrice, exigeante et émancipatrice pour tous les élèves et vous prions d'agrérer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération respectueuse.

Le Comité Régional FCPE Occitanie

Pour les neuf Conseils départementaux FCPE d'Occitanie

